

Brexit : la semaine de tous les dangers pour May

ROYAUME-UNI Une minorité de députés convaincus par le texte négocié

► Tout indique que les députés rejeteront mardi l'accord sur le Brexit obtenu par Londres auprès des Vingt-Sept.
► Mais la Première ministre refuse de retarder le vote comme le lui demandent des membres de son parti.

LONDRES

DE NOTRE CORRESPONDANTE

En pleine période d'incertitude, deux choses semblent encore à peu près sûres sur les bords de la Tamise ces jours-ci : Noël aura lieu le 25 décembre et Theresa May va au-devant d'une humiliante défaite à la Chambre des Communes mardi.

Depuis la signature de l'accord sur le Brexit à Bruxelles le 25 novembre, la Première ministre n'a pas ménagé ses efforts pour convaincre ses collègues députés et les Britanniques des vertus de l'accord sur le retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne. Aux Communes et dans les médias, à Londres et aux quatre coins du pays, la leader conservatrice a défendu avec « toutes les fibres de (son) être » ce texte obtenu au terme d'un an et demi de négociations.

La résilience hors du commun de la Première ministre face aux multiples démissions de son gouvernement et aux tirs croisés des ultras du Brexit et des élus conservateurs les plus pro-européens lui a valu des commentaires admiratifs d'une partie de la presse. Mais ni l'obstination de Theresa May ni la menace d'une sortie sans accord agitée par la cheffe de l'exécutif n'ont fait changer d'avis les nombreux détracteurs de l'accord sur le Brexit.

Des opposants enhardis

C'est même l'inverse qui s'est produit : au cours des derniers jours, les opposants de tous bords au contrat de divorce du Royaume-Uni et de l'UE se sont enhardis. Depuis deux semaines, la majorité des députés est soudée par sa détermination à faire barrage au Brexit négocié par la leader conservatrice auprès des Vingt-Sept.

Mardi dernier, les élus des Communes sont d'ailleurs parvenus à infliger une triple défaite à Theresa May – un record jamais atteint depuis plus de 40 ans. Pour couronner le tout, dimanche, la commission sur le Brexit de la Chambre des Communes a conclu que voter l'accord sur le Brexit équivaudrait à « un immense saut dans l'inconnu ». « L'accord proposé par la Première ministre n'offre ni la clarté suffisante ni la certitude suffisante quant à l'avenir », jugent les députés chargés de suivre de très près le processus de sortie de l'UE.

Afin d'éviter un fiasco d'une ampleur bien plus retentissante, en privé, des ministres ont appelé Theresa May à retarder la tenue du vote. Vendredi, le président du groupe parlementaire du parti conservateur, Sir Graham Brady, s'est même prononcé publiquement en faveur d'un délai – le temps, a-t-il expliqué, de répondre aux questions des conservateurs concernant « l'assurance irlandaise » qui vise à éviter le rétablisse-

ment d'une frontière en dur entre les deux Irlande. Or, le « filet de sécurité » tant décrié sur les bancs des Communes est inévitable. Theresa May l'a dit et redit. Elle sait qu'elle n'obtiendrait aucune concession des Vingt-Sept à ce sujet.

Plutôt que de reculer pour mieux sauter, la Première ministre a donc décidé de s'en tenir au calendrier fixé au début du mois : le moment de vérité aura bien lieu mardi. Le ministre du Brexit, Stephen Barclay, l'a confirmé dimanche en milieu de journée. Est-ce à dire que Theresa May se prépare à quitter le 10 Downing Street ? Pas du tout. La leader de l'exécutif – qui se vante d'être « une femme inflexible » – reste persuadée qu'en dépit de leurs bravades, les députés conservateurs ne seront pas aussi nombreux qu'anticipé à voter contre l'accord sur le Brexit. Car cela risquerait de mener à un « no Brexit » et à l'élection de Jeremy Corbyn, le chef de file du parti travailliste, à la tête du pays, dixit M^{me} May. « Nous ne pouvons pas prendre le risque de voir Jeremy Corbyn arriver au pouvoir », a mis en garde la leader conservatrice dans une interview en forme de rappel à l'ordre donnée au *Mail on Sunday*. Parallèlement, l'idée d'une nouvelle consultation fait son chemin dans l'opinion publique. ■

AMANDINE ALEXANDRE

QUI SONT LES LEADERS DU « PEOPLE'S VOTE » ?

L'écolo

Caroline Lucas, député verte, est l'une des figures de proue du People's Vote, coalition en faveur d'un second référendum sur le Brexit qui s'est créée en avril. Cette ex-euro-députée de 58 ans est l'unique élue écologiste de la Chambre des Communes où elle siège depuis 2010. « Les gens qui ont voté pour le Brexit parce qu'ils pensent que notre pays prend une mauvaise direction ont raison mais on leur a menti en leur disant que le Brexit permettrait de régler tous ces problèmes », dit-elle.

Le conservateur

Michael Heseltine, ancien ministre de Margaret Thatcher et John Major, 85 ans, est l'un des défenseurs les plus passionnés d'une seconde consultation à l'intérieur du parti conservateur. Pour l'ex-député et homme d'affaires, « ceux qui souffriront le plus du Brexit sont également ceux qui sont le moins à même d'en supporter le coût », a-t-il prévenu. Et de conclure : « Je ne veux avoir aucune responsabilité là-dedans. »

Le travailliste

Chuka Umunna, le député londonien de 40 ans est celui qui a le plus œuvré pour un second référendum. A droite de Jeremy Corbyn, le chef de file du Labour, il a eu du mal à faire entendre sa position pro-européenne dans son propre parti. Sa circonscription est celle qui a voté le plus en faveur du maintien du Royaume-Uni dans l'UE. Selon lui, « la différence est que nous pensons que quitter l'UE (...) ne fera qu'exacerber nos problèmes ».

L'inattendu

Le député conservateur **Jo Johnson**, le frère de Boris, a pris position pour une seconde consultation en novembre lorsqu'il a créé la surprise en démissionnant de son poste de ministre des Transports. Jusqu'alors, ce pro-Européen de 46 ans avait tu son désaccord avec le projet de Brexit de la Première. Désormais, il est en première ligne de la campagne pour un nouveau vote, notamment car il pense que le Brexit serait très dommageable à l'avenir électoral du parti.

Le militant

Femi Oluwole, 28 ans, est l'un des partisans les plus éloquentes d'un

second référendum. Ce diplômé en droit européen n'a aucun mandat politique. Il est le porte-parole d'une organisation baptisée « Our Future Our Choice » (Notre avenir, notre choix). Depuis le printemps, il sillonne le Royaume-Uni et va à la rencontre des jeunes Britanniques. Il les appelle à manifester ce mercredi en faveur d'un second référendum devant le Parlement.

A.A

manifeste Thomas Piketty & C^{ie} « pour la démocratisation de l'Europe »

Après le Brexit et l'élection de gouvernements anti-européens à la tête de plusieurs pays membres, il n'est plus possible de continuer comme avant. » L'économiste de gauche français Thomas Piketty, célèbre auteur en 2013 d'une somme intitulée *Le Capital au XXI^e siècle* consacrée à l'explosion des inégalités économiques, propose ce lundi à « tous les citoyens européens qui s'y reconnaissent » de souscrire à son « Manifeste pour la démocratisation de l'Europe ».

Le texte, publié par les journaux de l'alliance Lena (dont *Le Soir*) et *Le Monde*, est déjà signé par plus de 120 personnalités européennes (et quelques-unes des États-Unis) : professeurs, économistes, juristes, quelques élus, l'ex-chef du gouverne-

ment italien D'Alema ou encore un ancien de la DG Emploi à la Commission européenne. Le manifeste « peut être repris et amélioré par tous les mouvements politiques ».

Point de départ : les politiques européennes actuelles nourrissent un « sentiment d'abandon » par « manque d'ambition sociale ». Voilà pourquoi il faut un changement de cap « fondamental » : voici l'idée d'un « Traité de démocratisation » et un « projet de Budget » – le tout conçu pour « être juridiquement et économiquement adopté et appliqué par n'importe quel sous-ensemble de pays qui le souhaitent » « sans qu'il soit nécessaire dans un premier temps de modifier l'ensemble des traités européens ». Car il faut « maintenant agir vite ».

« Social, équitable, durable »

Concrètement, dans le but

pour l'Europe de « bâtir pour ses citoyens un modèle original de développement social, équitable et durable », Piketty & C^{ie} proposent de « faire contribuer, de manière équitable, les gagnants de la mondialisation au financement des biens publics dont l'Europe a aujourd'hui cruellement besoin ». Les « grands » (entreprises, les riches) doivent davantage être ponctionnés qu'aujourd'hui pour alléger la charge qui pèse sur les « petits » (PME, revenus modestes).

Le manifeste imagine quatre grands impôts européens : sur les bénéfices des grandes sociétés, les hauts revenus, les hauts patrimoines et les émissions de CO₂. Et de proposer de fixer cette ponction à 4 % du PIB – le budget de l'UE, c'est aujourd'hui environ 1 % des richesses produites : le saut serait majeur. Cette manne permettrait de financer la recherche, les universités, l'accueil des migrants, investir dans une croissance « verte » et « redonner une marge de manœuvre budgétaire aux États

membres pour réduire les prélèvements régressifs pesant sur les salaires ou la consommation ».

Ce budget devrait être « discuté et voté » par une « Assemblée européenne souveraine ». Laquelle devrait être le creuset d'un « nouvel espace politique transnational où partis, mouvements sociaux et ONG pourront reprendre enfin la main » – pour sortir de « l'éternel immobilisme des négociations inter-gouvernementales ». Cette Assemblée devrait comprendre des parlementaires nationaux et européens, idéalement en proportion 80 %-20 %, propose le manifeste.

« En accordant aux premiers une place centrale, on transformera de facto les élections législatives nationales en élections européennes », développe le texte. Avantage : « Les députés nationaux ne pourront plus se contenter de se défaire sur Bruxelles et n'auront d'autre choix que d'expliquer aux électeurs les projets et budgets qu'ils comptent défendre au sein de l'Assemblée européenne. » ■

PHILIPPE REGNIER